

Proposition d'un projet de recherche - Groupe de travail sur le renseignement fondé sur les données

## Étudier le contexte actuel d'acceptation par le public de l'utilisation de données en vue d'améliorer les services dans tous les ordres de gouvernements et au sein de ceux-ci.

### Énoncé du problème

- Il faut avoir une compréhension détaillée du contexte actuel d'acceptation par le public de l'utilisation de données en vue d'améliorer les services dans tous les ordres de gouvernements, et au sein de ceux-ci, pour éclairer l'orientation future entourant l'utilisation de données intergouvernementales au Canada.
- Plus particulièrement, les services comprendraient :
  - l'échange de renseignements personnels à des fins administratives comme pour l'authentification ou la vérification à l'appui de la prestation de services aux clients;
  - l'utilisation de données et de renseignements relatifs aux services à des fins non administratives, comme l'évaluation de programme ou l'analyse statistique, y compris l'utilisation de nouvelles technologies et méthodes, et l'intelligence artificielle.
- Aux fins du présent travail, les données comprennent les renseignements personnels fournis par les clients pour l'administration des services, ainsi que les données recueillies à propos des services qui sont offerts.

### Approche proposée

- On propose une approche progressive.
- Phase 1
  - analyse du contexte des approches employées par d'autres compétences à l'égard de l'utilisation des données visant à améliorer la prestation de services;
  - examen des documents de recherche sur l'opinion des universitaires et du public existants sur l'acceptation par le public et la confiance du public en ce qui concerne l'utilisation de données (y compris les renseignements personnels) dans le secteur public pour la prestation de services gouvernementaux;
  - analyse visant à appuyer l'application des constatations au contexte canadien;
  - rapport sur la phase 1 renfermant des recommandations.
- Phase 2
  - recherche sur l'opinion publique pour valider les constatations de la phase 1.
  - rapport définitif renfermant des recommandations.

## Proposition d'un projet de recherche - Groupe de travail sur le renseignement fondé sur les données

### Contexte

- Il existe une possibilité d'améliorer les services dans l'ensemble des ordres de gouvernements par l'échange de données afin d'appuyer la prestation de services aux clients, ainsi que l'utilisation des données et des analyses approfondies en vue d'un processus décisionnel éclairé par des données probantes.
- Parallèlement, l'utilisation des données pour améliorer la prestation de services dans l'ensemble des ordres de gouvernements au Canada et au sein de ceux-ci exige un permis pour échanger des données et garantir que l'utilisation des données et des analyses est responsable, et que les renseignements personnels des clients sont protégés.
- À cette fin, dans le cadre du compte-rendu des décisions de la réunion du CPSSP du 26 septembre, le Groupe de travail sur le RFD a comme prochaine étape « d'élaborer et présenter une proposition de projet de recherche pour déterminer les compétences (y compris les pratiques exemplaires internationales) qui ont équilibré l'acceptabilité sociale (pour communiquer des données) au moyen d'une prise de décisions éclairées en matière de prestation de services (30 novembre 2019) ».
- Cette étape est liée à un deuxième projet qui permettrait d'approfondir la compréhension du cadre de règles des compétences à titre de première étape vers l'élimination des obstacles législatifs, stratégiques et relatifs aux données à l'égard de la prestation de services intégrés et harmonieux dans l'ensemble des ordres de gouvernements. En particulier, ces travaux comprendraient l'étude des informations qui doivent être échangées, du cadre de règles existant, et l'élaboration de recommandations visant à respecter les priorités principales des Conseils mixtes et du CPSSP.
- Ces travaux font partie d'un cadre plus important de questions qu'il faut étudier, comme l'analyse de la façon dont l'acceptation par le public de l'utilisation des données se rapporte aux cadres législatifs actuels, à la compréhension commune de la sensibilité des données et des risques, ainsi qu'à l'éthique.